

Projet n°2025-BCO001-036

Objet du marché

ETAIN - ROUVRES-EN-WOËVRE (55) – Base ALAT LTN Etienne Mantoux – Prérequis
infrastructure bâtiment 0362

| |
|---|
| DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES GENERALES |
|---|

Auxquelles sont associés les autres documents suivants :

- **dispositions administratives particulières (DAP)**

ARTICLE PREMIER. OBJET DU MARCHE- DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Les présentes dispositions administratives générales concernent l'exécution des travaux définis dans les dispositions techniques particulières.

1-1.1. Communication au titulaire

« Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-Travaux, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours, à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai. »

« Conformément à l'article 3.3 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage apte à prendre les décisions nécessaires est le directeur de l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Metz ou son représentant. »

1-2. Mesures de sécurité propres à la défense - Protection du secret

Les prescriptions faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, mais ne comportent pas de mesures de sécurité particulière ni ne présentent de caractère secret, soit dans leur objet, soit dans leurs conditions d'exécution. Cependant, il est rappelé au titulaire qu'il ne doit pas diffuser tout document relatif au présent marché.

1.2.1 Autorisation d'accès dans les sites du ministère des Armées

Sans objet.

1.2.2 Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire dans les conditions fixées à l'article 7.1 ci-après. Cette liste doit être complétée par une photocopie lisible recto verso pour chaque personnel de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D 1221-24 du Code du travail, introduit par le décret n°2008-244 du 7 mars 2008, le maître d'œuvre exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

Cette liste mise à jour est fournie au maître d'œuvre accompagnée des mêmes documents que ci-dessus pour les nouveaux personnels concernés.

En cas de sous-traitance, les dispositions ci-dessus s'appliquent également aux personnels du sous-traitant. Le titulaire transmet au maître d'œuvre les documents à fournir par le sous-traitant.

Les personnels employés sur le chantier sont tenus de porter un dispositif d'identification mentionnant leur nom et leur employeur.

1.2.3 Contrôle des accès

Sans objet.

1-2.4 Protection des données à caractère personnel

Sans objet.

1-3. Maîtrise d'oeuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le bureau de maîtrise d'œuvre BMO)) de Metz qui passe le marché.

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission sur projet comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux, l'assistance au maître de l'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Les études d'exécution ainsi que les documents des ouvrages exécutés (D.O.E) sont à la charge des entreprises.

1-4. Développement durable

Sans Objet.

1-4.1. Protection de l'environnement, de la faune et de la flore

« Conformément à l'article L411-1 du code de l'environnement, le titulaire du marché doit s'assurer que l'exécution des prestations ne portera pas atteinte aux espèces de faune et de flore sauvage protégées. Le cas échéant, il devra obligatoirement prévoir, avant le début de prestation, un système de protection stricte des espèces de faune et de flore sauvages dont les listes sont fixées par arrêté ministériel.

À ce titre, il est rappelé qu'il est notamment interdit de les détruire, capturer, transporter, perturber intentionnellement ou de les commercialiser. Ces interdictions peuvent concerner également les habitats des espèces protégées pour lesquels la réglementation peut prévoir des interdictions de destruction, de dégradation et d'altération.

Les interdictions prévues à l'article L411-1 du code de l'environnement doivent être respectées dans la conduite du projet faisant l'objet d'une demande d'autorisation environnementale.

Le non-respect des dispositions des arrêtés fixant la liste d'espèces protégées (nationale ou régionale) constitue un délit prévu et réprimé par l'article L415-3 du Code de l'Environnement. Les peines peuvent aller jusqu'à 9000 € d'amende (le double en cas de récidive) et jusqu'à 6 mois d'emprisonnement. »

1-5 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de respecter les dispositions prévues par les lois et les règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée et en particulier les conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail (OIT) (se reporter à l'article 6.1 à 6.4 du CCAG Travaux).

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

Dans le cadre de la pandémie COVID-19, le titulaire respectera et mettra en application les mesures permettant d'assurer une sécurité optimale des salariés œuvrant sur le chantier. Pour cela, il se conformera :

- Au guide de préconisations réalisé par l'OPPBTP, validé par le gouvernement, rendu public le 2 avril 2020 modifié⁽¹⁾, permettant l'activité du secteur du BTP, tout en assurant la sécurité des salariés ;
- Au PGC qui détermine les préconisations nécessaires pour assurer le respect des gestes barrières (*s'il n'y a pas de PGC, se référer aux préconisations du chargé de prévention de l'entité où se réaliseront les prestations*).

ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant, sachant que l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date d'établissement des prix définie aux présentes DAG :

- l'acte d'engagement du candidat,
- les présentes dispositions administratives générales (DAG) ;
- les dispositions administratives particulières (DAP) ;
- le cahier de clauses techniques particulières (CCP) et leurs pièces annexes éventuelles ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG Travaux) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié,
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux ;

⁽¹⁾ 1^{ère} modification du guide le 10 avril 2020

- les documents suivants lorsqu'ils existent :

- la décomposition du prix global et forfaitaire ;
- le tableau des marques et types
- les cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS- DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre de l'économie et des finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;
- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère des armées ;
 - Si SPS 1re ou 2e cat. : Le Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ;
 - Si SPS 3e cat. à risques : Le Plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

L'applicabilité de cet arrêté au présent marché est précisée dans les dispositions administratives particulières (DAP).

Conformément à l'article 4.2 du CCAG Travaux le maître d'ouvrage remet sur demande du titulaire, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-1.1. Les prix du marché

Les prix du marché sont hors T.V.A. et réputés comprendre toutes les dépenses et sujétions fixées à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, complétées notamment comme suit :

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux, objet du présent marché, et les activités de l'organisme utilisateur du ministère de la défense ;
- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé/ notamment celles liées aux dépenses relatives au respect et à l'application des mesures de sécurité sanitaires liées à la pandémie de la COVID-19, de la notification du présent marché à la levée de la dernière réserve dudit marché ;
- en tenant compte de l'obligation faite aux entreprises et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le Chef de Corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel les travaux sont exécutés ;
- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites suivantes, sous réserves que la nature des travaux réalisés soit telle que ceux-ci ne puissent pas se dérouler et que ceux-ci soient au contact direct des intempéries :

| Nature du phénomène | Intensité limite | Durée |
|----------------------------|-------------------------|---------------------|
| Pluie | 35 mm par jour | 5 jours consécutifs |
| Neige | 10 cm par jour | 5 jours consécutifs |
| Température sous abri | -5°C | 5 jours consécutifs |
| Température sous abri | + 30°C | 5 jours consécutifs |
| Vent | 20m/s | 3 pointes |

Météo-France
Direction Interrégionale Nord-Est
Parc d'Innovation
BP 50120
67403 Illkirch Cedex

Le prix intègre l'ensemble des fournitures, prestations et obligations prévues nécessaires à l'exécution des travaux dans les règles de l'art. En aucun cas, l'entrepreneur ne peut arguer de l'imprécision des pièces fournies, ou d'omissions pour refuser d'exécuter dans le cadre de sa commande tout ou partie des ouvrages nécessaires au complet achèvement des travaux.

3.1.2 - Mode d'évaluation des travaux

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application, soit d'un prix global et forfaitaire, soit d'une formule de prix mixte (prix forfaitaires et prix unitaires), tel que précisé dans les DAP.

3-1.3. Demande de paiement et modalités

3.1.3.1 Paiement unique (Facture)

Les travaux, objet du présent marché, feront l'objet d'une seule facture ou d'une facture partielle avant facture définitive, après achèvement et réception des travaux.

Le titulaire adresse dans les conditions fixées ci-après, la facture détaillée sur la base du prix initialement souscrit.

Par dérogation à l'article 12.4 du CCAG Travaux, aucun décompte général n'est établi sauf décision contraire du RPA ou de son délégataire.

L'entrepreneur disposera d'un délai de 45 jours à compter du paiement de sa facture pour exercer toute contestation relative au montant payé.

Dans le cadre de la modernisation de l'Etat et dans un souci d'améliorer le délai de traitement des factures, l'ESID de METZ a décidé de s'engager dans la **dématérialisation du traitement de ses factures ou acomptes**.

Le titulaire adresse ses factures de façon **dématérialisée** et **gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus factures** à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures. **Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal des factures et pourra suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'Etat.**

Les factures ainsi transmises devront porter obligatoirement les mentions suivantes en sus des mentions imposées dans le cahier des clauses particulières :

Pour déposer une facture sur le portail, la facture devra porter :

Toutes les mentions légales (cf. art. 242 nonies A de l'annexe II au CGI) :

- la date de facture,
- le numéro d'identification unique de la facture,
- la raison sociale et adresse,
- le SIRET ou à défaut SIREN,
- les montants HT et TTC,
- le taux de TVA appliqué et son montant,
- mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir,
- coordonnées bancaires.

Toutes les mentions nécessaires au traitement de la facture dont impérativement :

- la **référence de l'engagement juridique (n° d'EJ)** de la commande,
- le **code du Service Exécutant (code SE ESID METZ) : D10711I057**.

Les prix ne devront pas comporter plus de deux décimales en EURO.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement de la facture par le service en charge de son paiement.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont disponibles directement sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour davantage d'informations concernant l'utilisation du portail :

Hotline disponible du lundi au vendredi de 8h30 à 18h30 (sauf jours fériés)
ou pour une aide en ligne : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Pour mémoire, l'obligation de transmission des factures électroniques fixée par l'ordonnance n°2004-697 du 26 juin 2014 s'applique aux contrats en cours d'exécution ou conclus postérieurement.

Les factures transmises par un autre moyen que Chorus Pro sont réputées non parvenues dans les services de l'Etat.

Mise en garde du titulaire

Afin d'éviter tout rejet de facture, le titulaire est invité avant envoi (dématérialisé) des factures pour paiement, à se rapprocher de l'USID, bénéficiaire du marché pour accord sur les travaux, quantités ou tout autre point pouvant présenter problème.

Suivi du service fait

Afin que l'USID puisse certifier dans les meilleurs délais le service fait et les quantités réellement mises en œuvre, le titulaire du marché envoie par courrier électronique au bénéficiaire (USID) **une copie des** factures qui auront été éditées et transmises conformément aux modalités de facturation explicitées ci avant.

L'adresse électronique de l'USID à utiliser sera précisée au titulaire dès le début d'exécution du marché.

3.1.4 Délai de paiement

Les règles relatives au délai global de paiement sont celles fixées par la réglementation en vigueur applicable au pouvoir adjudicateur contractant.

Le délai de paiement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours.

3.1.5 Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Il sera fait application des articles R.2192-10 à R.2192-37 du code de la commande publique à propos de la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

3-1.6. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les dispositions administratives particulières (DAP) déterminent si les prix sont fermes, fermes actualisables ou révisibles.

3.1.6.1 Mois d'établissement des prix du marché :

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG Travaux, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la dernière date limite de remise des offres.

Ce mois, déterminé dans l'acte d'engagement, est appelé « mois zéro ».

3.1.6.2 Choix des index de référence :

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation ou la révision des prix du marché est l'index indiqué dans les dispositions administratives particulières et publié sur le site www.bdm.insee.fr et au Moniteur des travaux publics et du bâtiment.

Les primes, pénalités et indemnités sont **actualisées ou révisées** avec l'index du marché.

3.1.6.3 Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables

Les prix seront actualisés en appliquant au prix du marché un coefficient donné par la formule :

$$C_n = I(d - 3) / I_0$$

dans laquelle I_0 et $I(d - 3)$ sont les valeurs prises respectivement à la date zéro et à la date $(d - 3)$ par l'index de référence I du marché sous réserve que la date du début d'exécution des travaux (d) soit postérieure de plus de 3 mois à la date zéro.

3.1.6.4 Modalités de révision des prix

Les prix seront révisés en appliquant au prix du marché un coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte du mois donné par la formule :

$$C_n = 0,125 + 0,875 (I_n / I_0)$$

dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché concerné respectivement à la date zéro et à la date n d'exécution des travaux.

La valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

3.1.6.5 Actualisation ou révision provisoire

Lorsqu'une actualisation ou une révision provisoire a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation ou révision avant l'actualisation ou la révision définitive qui suit la parution de l'index définitif.

3-1.7. Application de la taxe à la valeur ajoutée (TVA)

Le montant à payer sera calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur.

3.2. Paiement des sous-traitants

Conformément à l'article R.2193-10 du CCP, pour définir si les conditions du paiement direct du sous-traitant sont réunies, le contrat de sous-traitance doit être égal ou supérieur à 10% du montant hors taxe du marché public.

Les sous-traitants dont le contrat est inférieur à 10% du montant hors taxe du marché ne peuvent donc prétendre au paiement direct. Dans ce cas, le titulaire du marché devra fournir au RPA une caution (délégation de paiement interdite) délivrée par un établissement financier agréé conformément à l'article L.2193-14 du code de la commande publique.

Dans les conditions fixées aux articles R.2193-11, R.2193-12 et R.2193-14 à R.2193-16 du Code de la commande publique, les sous-traitants admis au paiement direct adressent leur demande de paiement au titulaire seul habilité à adresser les demandes de paiement au représentant du pouvoir adjudicateur pour règlement. La demande de paiement est libellée au nom du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'œuvre accompagnée de la facture et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu sa demande de paiement ou de l'avis de réception postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation Chorus Pro, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité :

- le cadre de facturation à utiliser est : *A10 : Dépôt par un sous-traitant de la demande de paiement dans le cadre d'un marché de travaux*
- le champ « valideur » doit être renseigné avec la structure du titulaire / co-traitant du marché ;
- dans le bloc « cadre de facturation », la maîtrise d'œuvre est identifiée par :
 - une « structure » : SIRET 13000190200373
 - un service : D10711I057
- dans le bloc « destinataire », il convient de désigner le maître d'ouvrage identifié par :
 - une « structure » : SIRET 13000190200373
 - un service : D10711I057
- dans le bloc « identification », le projet de décompte déposé respecte impérativement le nommage suivant dans la limite de 20 caractères :

N°engagement juridique + tranche (F ou O + n°) + rôle (S=sous-traitant) + texte libre

Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation. En l'absence de prise en charge, la validation est tacite et la facture du sous-traitant est transmise au destinataire (« maître d'ouvrage »).

ARTICLE 4. DELAI D'EXECUTION - PENALITES

4-1. Délai d'exécution du marché

Le délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement (AE).

-2. Prolongation pour intempéries :

Les dispositions ci-après ne sont applicables qu'aux travaux pour lesquels le DAP en précise l'applicabilité.

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt

de travail sur les chantiers, le délai d'exécution des travaux est prolongé dans les conditions de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux.

Cette prolongation est notifiée à l'entrepreneur par un ordre de service qui en précise la durée, laquelle est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément aux dites dispositions, en défalquant, s'il y a lieu, le nombre de journées d'intempéries prévisibles indiqué dans les dispositions administratives particulières (DAP).

Dans le cas d'intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassent les intensités et durées limites suivantes :

| Nature du phénomène | Intensité limite | Durée |
|-----------------------|------------------|---------------------|
| Pluie | 35 mm par jour | 5 jours consécutifs |
| Neige | 10 cm par jour | 5 jours consécutifs |
| Température sous abri | -5°C | 5 jours consécutifs |
| Température sous abri | + 30°C | 5 jours consécutifs |
| Vent | 20m/s | 3 pointes |

Cette prolongation est notifiée à l'entrepreneur par un ordre de service récapitulant les constatations faites.

Météo-France
Direction Interrégionale Nord-Est
Parc d'Innovation
BP 50120
67403 Illkirch Cedex

4.3 Prolongation de la période de préparation

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux la période de préparation qui n'est pas incluse, et sous réserve que le retard ne soit pas imputable au titulaire, toute prolongation de cette période de préparation est prise en compte par décision du délégataire du représentant du pouvoir adjudicateur et notifiée par ordre de service.

4-4. Pénalités pour retard

4-4.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

En cas de retard dans l'exécution des travaux, une pénalité journalière est opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.1 du CCAG Travaux sur les sommes dues au titulaire.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, les pénalités de retard ne pourront excéder 25% du montant total hors taxes du marché (lot) ou de la tranche ferme et des tranches optionnelles affermies.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, l'application des pénalités du retard s'effectuera du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Toutefois, les DAP peuvent prévoir une pénalité journalière différente, **par dérogation au CCAG Travaux**.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire ne sera pas exonéré d'office des pénalités du fait de leur faible montant.

4-4.2. Délais et pénalités pour remise des documents après exécution

Le titulaire doit la fourniture au maître d'œuvre de divers documents après exécution des travaux dans les conditions fixées par l'article 40 du CCAG Travaux et le présent marché.

Sont notamment concernés les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

4.4.2.1 Fourniture des DOE

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire fournira à l'avancement du chantier et dès l'exécution d'une partie d'ouvrage les DOE correspondant à la partie de l'ouvrage exécuté.

L'ensemble des DOE est à fournir avant la date prévue pour la réception.

4.4.2.2 Délai de visa de conformité du maître d'oeuvre

Le maître d'oeuvre dispose d'un délai de 20 jours à compter de la remise de la totalité des documents pour procéder à une vérification de conformité. Passé ce délai, les documents seront réputés acceptés.

4.4.2.3 Retenue pour non fourniture des documents

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avance

Sans objet.

ARTICLE 6. IMPLANTATION DES OUVRAGES

6-1. Piquetage général

Le piquetage général sera effectué contradictoirement avant le commencement des travaux dans les conditions et avec le degré de précision indiqué dans les dispositions techniques, par l'entrepreneur à ses frais, en présence du maître d'oeuvre ou de son représentant, l'entrepreneur ayant à sa charge de fournir le matériel et le personnel.

6-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué contradictoirement avec le maître d'oeuvre en même temps que le piquetage général.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, le titulaire doit, dix jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

ARTICLE 7. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

L'existence ou non d'une période de préparation et sa durée sont fixées dans les dispositions administratives particulières (DAP).

Si elle existe, elle est obligatoirement comprise dans le délai d'exécution.

La fourniture des documents ci-après est indépendante de l'existence ou non d'une période de préparation et ne préjuge pas des documents pouvant être demandés en plus dans les DAP ou DTP.

Si une période de préparation existe, ces documents sont à fournir pendant cette période.

Les documents énumérés ci-dessous ainsi que ceux demandés aux DAP ou DTP, et lors de la réunion préalable à l'ouverture de chantier, doivent être impérativement fournis et visés pour ceux qui doivent l'être avant toute exécution des travaux.

L'absence d'un de ces documents ou d'un visa fait obstacle au démarrage des travaux.

L'entreprise devra fournir au maître d'oeuvre au minimum dix jours avant le début d'exécution des travaux proprement dits :

- établissement et remise au maître d'oeuvre de la liste nominative des personnels devant intervenir sur chantier dans les conditions fixées à l'article 1.3 des présentes DAG,
- établissement et notification pour visa du maître d'oeuvre du programme d'exécution des travaux accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus par l'article 28.2 du CCAG Travaux ;
- établissement et remise au maître d'oeuvre des plans d'exécution, notes de calculs, études de détail et documents éventuels concernant l'amiante nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG Travaux ;

- remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier pour tout chantier employant dix personnes au moins pendant plus d'une semaine adressée à l'inspection du travail :

Ministère de la Défense
Contrôle Général des Armées
Inspection Générale du Travail dans les Armées
60, boulevard du Général Martial Valin
CS 21623
75509 Paris cedex 15

(chantier fermé vers l'extérieur et ouvrant sur le domaine militaire)

7-2. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes, rémunérés au-dessous du taux normal des salaires, par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder la proportion fixée par la législation en vigueur.

7-3. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

Les dépenses concernant l'hygiène et la sécurité du chantier sont à la charge du titulaire du marché.

7-4. Mesures de sécurité contre l'incendie

7.4.1 Travaux par points chauds - permis de feu.

En ce qui concerne les opérations d'oxycoupage ou de brasage, le titulaire du marché devra obtenir au préalable l'autorisation du maître d'œuvre qui lui délivrera un permis de feu.

7.4.2 Protection contre l'incendie

Le titulaire du marché devra assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant :

- la présence obligatoire, sur le chantier, de moyens de lutte contre l'incendie adaptés et en état de marche ;
- l'obligation de désigner, sur le chantier, un responsable assurant à tous les arrêts de travail l'extinction des feux et le contrôle des mesures de sécurité.

7.4.3 Emploi d'explosifs

Par dérogation à l'article 31.11 du CCAG Travaux, l'emploi d'explosifs est interdit.

7-5. Ordre de service

En complément à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, les ordres de service sont notifiés au titulaire par le maître d'œuvre en deux exemplaires. Le titulaire doit en renvoyer un exemplaire au maître d'œuvre après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu et ses réserves éventuelles.

7.6. Etudes d'exécution

7.6.1 Etablissement

Les plans d'exécution, notes de calculs, études de détails et autres documents nécessaires à l'exécution de l'ouvrage sont établis par les soins du titulaire ou à sa diligence et soumis au visa du maître d'œuvre dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG Travaux.

Le titulaire devra disposer des matériels informatiques et des outils logiciels permettant de garantir l'interopérabilité des documents électroniques qu'il aura à produire avec les logiciels dont dispose le maître de l'ouvrage.

La fourniture des documents nécessaires à la réalisation des ouvrages est effectuée sous forme de support dématérialisé (cd informatique) au format Microstation (extension .DGN) en ce qui concerne les plans et schémas.

7.6.2 Visa du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre doit les renvoyer par ordre de service au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard quinze jours après leur réception.

La délivrance du visa du maître d'œuvre ne dégage pas le titulaire de sa propre responsabilité

7.7 Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre est dispensé de tenir un registre de chantier.

ARTICLE 8. CONTRÔLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

8-1. Réception

Il est fait application de l'article 41 du CCAG Travaux.

Celle-ci ne peut être prononcée que si le titulaire a fourni les DOE et que ceux-ci ont reçu le visa de conformité du maître d'œuvre, dans les conditions fixées à l'article 4.4.2.2 des présentes DAG, sous peine de pénalités de retard.

8-2. Essais et contrôle des ouvrages

Les essais et contrôles des ouvrages, lorsqu'ils sont définis dans les dispositions administratives et techniques particulières, sont à la charge de l'entrepreneur.

Si le maître de l'ouvrage prescrit, pour les ouvrages, d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître de l'ouvrage.

8-3. Délai de garantie

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

8-4. Garanties particulières

Sans objet.

8-5. Assurances

Par dérogation à l'article 8.2 du CCAG Travaux, l'attributaire doit justifier **avant l'attribution du marché** qu'il a contracté :

- une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers victimes d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la responsabilité garantie,
- une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 1792-4-1 du Code civil au moyen d'une copie d'une attestation portant mention de l'étendue de la responsabilité garantie.

ARTICLE 9. RESILIATION

Les dispositions du CCAG Travaux sont seules applicables.

Une résiliation pour faute du titulaire peut entraîner une exécution du marché à ses frais et risques.

ARTICLE 10. TRAVAUX NON PREVUS

10.1 Poursuite des travaux au-delà du montant contractuel

Conformément **aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique**, la poursuite de l'exécution des prestations, en cas de dépassement du montant contractuel, est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le délégataire du représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions ci-après définies.

Par dérogation aux articles 14.4.2 et 14.4.3 du CCAG Travaux, lorsque le montant des travaux exécutés atteint le montant contractuel des travaux, le titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le délégataire du représentant du pouvoir adjudicateur.

Cette décision de poursuivre les travaux n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences.

10.2 Prix non prévus au marché : prix nouveaux

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG Travaux, lorsque que le délégataire du représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs de prestations supplémentaires ou modificatives, ces prix pourront faire l'objet d'un état supplémentaire de prix forfaitaires ou d'un bordereau supplémentaire de prix unitaires signé des deux parties, en lieu et place d'un avenant.

ARTICLE 11. OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN COURS DE MARCHE EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE

11-1 Dispositif de vigilance avec e-Attestations.com

11-1.1 Présentation du dispositif e-Attestations

La plateforme sécurisée e-Attestations permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations. e-Attestations agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP...

Aussi le titulaire n'aura qu'à compléter les informations et documents manquants dans son dossier.

Plus d'informations à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

11-1.2 Documents à produire

Le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur ou à son représentant, **tous les six (6) mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les documents suivants afférents aux articles L 8222-1 et D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail :

- une attestation de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociales prévue à l'article L 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant, datant de moins de six (6) mois,
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D.8254-2 ou D.8254-5 du code du travail. Il s'agit d'une liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L5221-2 du code du travail, précisant pour chacun, sa date d'embauche, sa nationalité, ainsi que le type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- un justificatif d'immatriculation dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six (6) mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestations les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six (6) mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestations un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n°574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n°1408/71.

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé réception, de régulariser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans un délai de 6 mois, la personne publique en informe l'instance de contrôle et peut résilier le marché, (conformément à l'article 50 du CCAG Travaux)

ARTICLE 12. DIFFERENTS ET LITIGES

En application de l'article 55 du CCAG Travaux, portant sur le règlement des différends et des litiges :

1. Lorsque le titulaire n'accepte pas la proposition du représentant du pouvoir adjudicateur du marché ou le rejet implicite de sa demande, il doit, sous peine de forclusion, dans un délai de trente (30) jours, le faire connaître par écrit au représentant du pouvoir adjudicateur en lui faisant parvenir, le cas échéant, aux fins de transmission au maître d'ouvrage, un mémoire complémentaire développant les raisons de son refus.

2. Si un différend survient directement entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire, celui-ci doit adresser un mémoire en réclamation à ladite personne aux fins de transmission au maître d'ouvrage.

3. La décision à prendre sur les différends prévus ci-dessus appartient au maître de l'ouvrage.

Si le titulaire ne donne pas son accord à la décision prise, les modalités fixées par cette décision sont appliquées à titre de règlement provisoire du différend, le règlement définitif relevant de procédures contentieuses.

Lorsque le maître de l'ouvrage n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à une demande du titulaire, le règlement définitif du différend relève des procédures fixées aux articles 55.3, 55.4 et 55.6 du CCAG/TRX 2009.

ARTICLE 13. CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

Le RPA ou le Ministère des Armées peuvent délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution du marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du RPA ou du Ministère des Armées qui disposent, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (liste non exhaustive) :

- La qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendus n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- La relation commerciale s'est révélée difficile ;
- Le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- Le contrat est résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 14. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après des DAG et DAP sont apportées aux articles suivants du CCAG Travaux :

| Article du DAG ou DAP apportant la dérogation | Article du CCAG auquel il est dérogé | Dérogation apportée |
|---|--------------------------------------|--|
| 2 | 4.1 | Ordre décroissant des pièces contractuelles |
| 3.1.3.1 | 12.4 | Païement unique |
| 3.1.6.1 | 9.4.2 | Mois d'établissement des prix du marché |
| 4.3 | 28.1 | Prolongation de la période de préparation |
| 4.4.1 | 19.2.1, 19.2.2 et 19.2.4 | Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux |
| 4.4.2.1 | 40 | Délai de fourniture des DOE |
| 4.4.2.3 | 19.3 | Retenue pour non fourniture des documents |
| 7.4.3 | 31.11 | Emploi d'explosifs interdit |
| 7.7 | 28.5 | Tenue du registre de chantier par maître d'oeuvre |
| 8.5 | 8.2 | Remise des assurances |
| 10.1 | 14.4.2 et 14.4.3 | Poursuite au-delà du montant contractuel |
| 10.2 | 13.5 | Prix non prévus au marché |